

A

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Notre programme s'engage à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale qui représente à ce jour une pert de 60 à 80 Mds par an. Pour cela on propose de négocier les traités européen pour créer une harmonisation fiscale et sociale dans l'UE. Un renforcement de la lutte contr l'évasion et la fraude fiscale un reppoting public des entreprises Multinationales pays par pays, un impots universel différentiel évitant à toute personne de nationalité française de ce substituer du FISC français.	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Notre révolution fiscale se veux doter d'un impôt avec 14 tranches le rendant plus progressive et plus juste. La sauvegarde de L'ISF, une réduction de la TVA sur les produits de première nécessité et un renforcement de l'impôt sur le capital non réinvesti de 3 points. On se propose aussi une baisse des l'impôt de 8 points sur les sociétés permettat aux PME de financer en contre parti l'augmentation du SMIC de 16%.	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Nous nous engageons de consacrer 0.7% du Revenu National Brut à la solidarité internationale dans le cadre d'un développement durable, si possible avant la fin de mon futur mandat et d'augmenter de 10% par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement. Nous lutterons aussi contre le pillage économique et des ressources de certains pays qui les amènent à une crise sociale et écologique dans leur pays.</p>	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Plusieurs propositions sont dans notre programme pour lutter contre les risques d'une nouvelle crise financière. Dans l'optique de cette demande nous proposons une séparation des banques d'affaires et de détails, un contrôle des mouvements de capitaux, instauration d'une taxe réelle sur les transactions financières, augmentation de la mise en réserve légale. Prendre des mesures Anti Dumping sur les entreprises stratégiques œuvrant pour le bien écologique. Augmentation des droits de douanes pour les produits importés d'un pays aux droits sociaux limités. Nous souhaitons aussi imposer le respect de normes écologiques et sociales pour nos produits importés en France. Pour ce faire, il faut rompre avec les normes imposées par l'OMC et la possibilité des grands groupes d'attaquer les états au nom du principe de libre échange. Dans un prolongement nous proposeront à l'ONU la création d'un tribunal contre l'écocide, pour avoir une justice sociale et écologique responsable.</p>	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Même si ce point précis est peu évoqué dans notre programme il me semble légitime que nous soutenons L'AFD avec des moyens conséquents pour qu'elle puisse renforcer ses objectifs de lutte contre la précarité dans le monde. Nous sommes sensibles et à l'écoute de ce genre d'initiative pour que les populations les plus pauvres aient un accès à l'école, à la santé et aux ressources vitales. Nous rappelons que nous sommes aussi favorable à un service civique citoyen obligatoire de 9 mois pour effectuer être à la disposition des actions portées par l'AFD.	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Un axe principal de notre programme est basé sur une relance économique et écologique de 100 milliards, notre transition énergétique prévoit une sortie des énergies fossiles pour aller vers un système 100% renouvelable d'ici 2050. Nous souhaitons mettre fin aux soutiens publics aux énergies fossiles et à toutes exploitations de ces énergies. Nous proposons aussi de renationaliser les entreprises offertes des biens communs (EDF..) pour mener une politique cohérente et aussi revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité et abroger la loi NOME. Notre programme ne se limite pas à changer notre système énergétique il vise aussi à dépenser les dépenses énergétiques (isolation logement...)	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Pour ce qui concerne cette proposition, notre programme reprend en grande partie les propositions par votre organisation sur les agro-carburants. Nous proposons à terme une interdiction pure et simple des agro-carburants. Ces derniers n'ont pas leur place dans une agriculture paysane et éco-responsable. Nous pensons aussi que la production d'agro-carburant entre en compétition avec les usages alimentaire sauf pour l'autonomie de la ferme elle-même.	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Nous sommes favorables à consacrer une aide financière pour lutter contre le dérèglement climatique notamment afin d'aider les populations les plus pauvres y compris dans les pays les plus vulnérables, nous considérons aussi que l'électricité est un bien commun tout comme la santé, l'éducation ou l'eau potable, l'accès à l'énergie est indispensable à une vie digne et doit être gratuit. Une tarification progressive doit permettre de pénaliser les mesusages et les gaspillages de l'énergie. Une feuille de route sera alors sujet de nos discussions pour fixer les défis écologiques de demain et permettre au plus pauvres d'avoir accès à une énergie propre sans contrepromettre le bien de notre planète.	

PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Le système d'agriculture que nous proposons se veut paysan et écologique. Pour cela sera proscrit tout genre de pesticides néfastes pour la santé et l'écologie, on est aussi contre l'utilisation des OGM. De plus le modèle actuel constitue un danger pour la santé des travailleurs de l'agriculture et de la population. Il contribue aussi au dérèglement climatique et l'appauvrissement des territoires ruraux, il prône aussi la surconsommation et le gaspillage alimentaire, une refondation de l'enseignement des jeunes agriculteurs devra être prise afin de les sensibiliser aux risques et au respect des normes de sécurité. Nous lutterons aussi sur l'accaparement des terres et engagerons une politique favorisant la protection et la régulation des marchés agricoles. La France appliquera des sanctions à toutes les entreprises françaises ou intervenant sur son territoire impliquées dans les processus d'accaparement des terres.</p>	

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Nous sommes favorables à l'instauration d'une législation internationale et de protectionnisme des dérèglements dus au commerce à l'agriculture. Nous préconisons que cette organisation dépende de l'ONU.</p>	

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : En termes d'immigration notre politique est de faire que les population n'est pas à s'exiler de chez eux, c'est pour ça qu'il faut lutter contre les cause d'immigration. Maintien de la paix et l'arrêt du pillage économique. Mais aussi notre politique s'affirme dans un plan écologique pour limiter les migration écologique. Bien sur que cela ne pourra pas régler toute les cause migratoire, nous somme alors favorable à l'accès en Europe des migrant et d'assurer un accueil digne de leur bon développement de leur vie humaine. Par ailleurs nous rétablirons la carte unique de 10 ans, le droit au regroupement familial. Nous abrogerons les lois successives sur l'immigration adoptées depuis 2002 et nous procéderons à une refonte du code de l'entrée et du séjours des étrangers et du droit d'asile. ous voulons par ailleurs réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la république, accueillir les réfugiés qui en relèvent, grâce à une administration adaptée à cette mission.	

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Nous sommes favorable pour une révision des politiques migratoires français et européenne qui pour nous ses relations actuelles entre les pays d'arrivés et les pays d'origines ne font qu'accentuer les inégalités. Nous reprennons aussi les accords entre la Turquie et l'Europe qui constitue pour une atteinte aux droit de l'Homme . Nous souhaitons refonder la polique européenne de contrôle aux frontières et refusons la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires. Nous exigeons aussi de renforcer les moyens civils de sauvetage en Mer pour faire face à l'urgence des migrants noyés en Méditerranée.	

PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Sur ce point notre programme et votre proposition se rejoignent. Nous dénonçons le règne de la caste et l'oligarchie financière qui pensent sur notre politique, notre économie ainsi que sur le développement écologique. C'est un règne néfaste pour notre société ne favorisant que l'intérêt d'une minorité de personnes. Nous souhaitons par ailleurs que les négociations sous l'égide de l'ONU soient prises sur un futur traité contraignant associant les multinationales et les droits humains.</p>	

PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Notre vision sur la politique économique des échanges commerciaux tend à favoriser des accords de coopération plutôt que des accords de libre-échange. Nous souhaitons aussi une plus forte régularisation des marchés mondiaux. Nous préconisons aussi un protectionnisme solidaire favorisant l'importation des produits répondant à des normes strictes tant sociales qu'écologiques. Nous appliquerons une taxe pour les produits provenant de pays où les droits sociaux sont limités, une taxe kilométrique visant à respecter l'environnement, nous serons donc attentifs à ce genre de produits et nous assurerons d'une vigilance tout au long des chaînes d'approvisionnement.</p>	

PROPOSITION



Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : L'avenir en commun considère les femmes à même titre que les hommes. C'est pour cela que nous exigeons qu'elles soient considérées comme ces derniers. Nous proposons un plan pour lutter contre les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes. Nous défendrons la ratification du CEDEF et son protocole facultatif aussi bien au niveau national qu'international. Nous proposons aussi d'instaurer des droits fondamentaux pour les femmes dans la constitution comme le droit à l'IVG.</p>	

<p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p>	
<p>Nom : HABIB A ↑</p> <p>Prénom : DELACOUR ↓</p> <p>Département : 25 - CA</p> <p>Étiquette politique : FI.</p>	<p>Date :</p> <p>Signature :</p>